

Commune de JASSANS-RIOTTIER

Arrêté n° 2021/11/10

date de dépôt : 03 juin 2021

date d'affichage en mairie : 07 juin 2021

demandeur : M. ALVES MONTEIRO FERNANDO
/ Mme DA CRUZ DA CUHNA MARIA / M. DA
CUNHA OLIVEIRA FILIPE / Mme RIBEIRO
CLAUDIA

pour : Modifications diverses sur la construction de
deux maisons individuelles d'habitation

adresse terrain : 927 RUE DE LA LIBERTE,
JASSANS-RIOTTIER (01480)

ARRÊTÉ

**accordant un permis de construire modificatif
au nom de la commune de JASSANS-RIOTTIER**

Le maire de JASSANS-RIOTTIER,

Vu la demande de permis de construire modificatif présentée le 03 juin 2021 par M. ALVES MONTEIRO FERNANDO / Mme DA CRUZ DA CUHNA MARIA / M. DA CUNHA OLIVEIRA FILIPE / Mme RIBEIRO CLAUDIA demeurant 927 RUE DE LA LIBERTE, à JASSANS-RIOTTIER (01480);

Vu l'objet de la demande :

- pour la modification de divers éléments (façades et aménagements extérieurs) sur la construction de deux maisons individuelles d'habitations ;
- sur un terrain situé 927, RUE DE LA LIBERTE à JASSANS-RIOTTIER (01480) ;
- avec ajout d'une surface de plancher de 5 m² par rapport au projet initial ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 18 janvier 2012, modifié le 16 janvier 2013, mis à jour le 15 octobre 2013 et le 27 janvier 2017, et modifié le 29/03/2018

Vu l'arrêté préfectoral, en date du 30/03/2012, portant approbation du Plan de Prévention des Risques Naturels d'Inondation (PPRNI) de la Saône et du Marmont, sur la commune de Jassans-Riottier,

Vu le permis de construire initial n° 001194 09 V0039 délivré le 01 février 2010,

Vu le permis de construire modificatif n° 001194 09 V0039 M01 délivré le 20 avril 2010,

Vu l'avis assorti de prescriptions des services techniques de la Communauté d'Agglomération Villefranche-Beaujolais-Saône (CAVBS) en date du 12 octobre 2021,

Vu l'avis assorti de prescriptions de Véolia Eau en date du 21 juillet 2021,

Vu les pièces complémentaires déposées en mairie le 23 septembre 2021 concernant le formulaire de demande, le plan en coupe et le volet paysager,

ARRÊTE

Article 1:

Le permis de construire modificatif est ACCORDE.

Article 2:

Les prescriptions du permis de construire initial, non modifiées par la présente décision, sont maintenues.

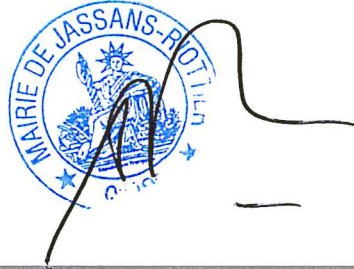
Les aménagements et plantations (arbres de hautes tiges notamment) devront être réalisés sur le terrain conformément aux documents joints à la demande autorisée.

Article 3:

La présente autorisation n'a pas pour effet de proroger le délai de validité du permis de construire initial.

Fait à JASSANS-RIOTTIER, le 17 novembre 2021

Le Maire
Jean-Pierre REVERCHON



Observations :

Votre projet est soumis au versement de la taxe d'aménagement et de la redevance d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales. Elle est exécutoire à compter de cette transmission.

INFORMATIONS – A LIRE ATTENTIVEMENT

- Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

- L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé (notamment obligations contractuelles, servitudes de droit privé telles que les servitudes de vues, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage, règles contractuelles du cahier des charges de lotissement, ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

- Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau de plus de 80 centimètres visible de la voie publique décrivant le projet. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro de permis, et s'il y a lieu le nom de l'architecte auteur du projet, la superficie du terrain, la surface de plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté ainsi que la date du début d'affichage de l'autorisation en mairie. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation ainsi qu'à son bénéficiaire. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

- Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

- Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.

A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Le tribunal administratif peut également être saisi d'une requête sur le site internet : www.telerecours.fr.

- Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.